

Enfants français de djihadistes en Syrie : «Rapatriez-les, ils sont en danger de mort»

Cinq ONG ont lancé mardi 15 février un nouveau «cri d'alarme» pour exhorter le gouvernement de rapatrier les quelque 200 enfants français retenus dans des camps kurdes au nord-est de la Syrie.



Près de 200 enfants et 80 veuves ou épouses de djihadistes, tous citoyens français, sont retenus dans des camps kurdes du Rojava, au nord-est de la Syrie. AFP/Bulent

Par **Pascale Égré**, avec **Maxime Chemama**

« Rapatriez-les ! Ils sont en danger de mort ! Il y a urgence ! » Cinq grandes organisations de défense des droits de l'homme ont uni leurs voix pour lancer mardi 15 février « un nouveau cri d'alarme » sur le sort des quelque 200 enfants et 80 femmes, tous citoyens français, retenus dans des camps kurdes du Rojava, au nord-est de la Syrie, où la situation se tend.

Lors d'une conférence de presse tenue au côté du **Collectif des familles unies**, la **Ligue des droits de l'homme (LDH)**, **Amnesty International**, **Human Rights Watch**, **Unicef-France** et la **Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)** ont appelé les autorités françaises à « *sortir de l'impasse* » en ramenant ces mineurs en France ainsi que leurs mères, veuves ou épouses de djihadistes ayant rallié l'État islamique (EI). « *Il faut que l'on cesse de vouloir rendre ces enfants invisibles* », a martelé **Françoise Dumont**, présidente d'honneur de la LDH.

« Ils ne sont pas des coupables »

« Ces enfants détenus depuis trois ans dans des conditions épouvantables subissent des traitements inhumains et dégradants. Ils ne sont pas des coupables mais des victimes. Ils n'ont pas choisi de partir en Irak ou en Syrie, ce sont leurs parents », a souligné **Me Patrick Baudouin**, président d'honneur de la FIDH, en rappelant par ailleurs « l'absolue compétence de la justice française pour juger ces femmes qui font toutes l'objet d'un mandat d'arrêt international ». Jusque-là, seuls 35 enfants, des orphelins pour la plupart, ont été rapatriés. Mais plus aucun retour n'est intervenu depuis janvier 2021, a déploré l'avocate de plusieurs familles, **Me Marie Dosé**.

Très émue, l'avocate a évoqué la mort récente d'une femme de 28 ans pour qui elle est intervenue en vain « à 42 reprises ». « Elle était arrivée [en zone irako-syrienne] à 21 ans. Elle était très malade. Elle était entrée dans le camp [de Roj] depuis trois ans avec sa fille de 6 ans. La France a fabriqué une orpheline et la laisse seule ! » accuse-t-elle. « Que les choses soient claires : c'est l'Élysée qui bloque ! » dénonce Me Dosé en qualifiant la politique « du cas par cas avec des critères opaques » de « complètement inhumaine ».

Sur le terrain « rien n'a changé depuis deux ans sinon que la détérioration continue : les enfants sont en train de mourir », a témoigné depuis Beyrouth (Liban) **Lynn Maalouf**, d'Amnesty international. L'attaque en janvier par l'EI d'une prison où sont détenus 700 enfants, dont 10 Français, et « la montée des tensions dans les camps » où des mineurs ont été abattus par balles, constituent « un signal d'alerte supplémentaire », a souligné **Bénédicte Jeannerod**, d'Human Rights Watch.

Un risque d'endoctrinement

À leur plaidoyer juridique et humanitaire, les ONG ajoutent un argument sécuritaire. « Daech est loin d'avoir disparu et les Kurdes eux-mêmes, qui se lassent de ce fardeau, finiront par laisser partir ces femmes et ces enfants. Ils seront récupérés par Daech, endoctrinés, et la situation sera bien plus grave que s'ils revenaient », redoute Me Baudouin.

« Ils risquent d'être embrigadés, de détester leur pays, de devenir des combattants », a enchaîné **Adeline Hazan**, vice-présidente d'Unicef-France, en évoquant le cas des garçons, transférés dans des prisons pour adultes dès l'âge de 12 ans. Seule ONG à avoir pu se rendre à la prison depuis l'attaque, l'Unicef a constaté que les enfants, « maltraités, mal en point », avaient été « utilisés comme boucliers humains ».

« Nous vivons au rythme des souffrances et des peurs des enfants. Ce sont nos enfants, nos petits-enfants et on est en train de les tuer physiquement, psychiquement et socialement », a martelé un représentant du Collectif des familles unies. Il a rappelé que les premiers enfants français du camp de Roj y sont arrivés en 2017, les premiers qui y

sont nés en 2018. « *Il y a déjà une part d'irréversible. Ces années qu'on leur a volées, on ne pourra leur rendre* », s'est-il ému.

« Il y a une France qui pense à eux »

Plusieurs des vingt-cinq personnalités qui ont décidé de parrainer un enfant syrien (une initiative de Me Marie Dosé) étaient présentes. « *On veut que ces enfants sachent qu'il y a une France qui pense à eux* », a insisté la comédienne et chroniqueuse de France Inter, **Sophia Aram**. « *Tous les premiers enfants qui sont revenus et que j'ai connus vont bien. Ils ont retrouvé leurs familles, ils sont insérés dans leurs villages et personne ne connaît leur histoire* », a relaté le psychiatre **Serge Hefez**, qui a participé à leur prise en charge. •